



Lorraine et Haute-Marne

Metz, le 08 avril 2013

## Rencontre avec les députés, les sénateurs, et le préfet

Suite aux scénarii catastrophes annoncés pour le budget et l'avenir de la Défense, la CFDT Défense a sollicité députés, sénateurs, le préfet de région pour les mettre en garde sur les conséquences lourdes qu'aurait un budget Défense amputé ou une nouvelle restructuration des armées en Lorraine.

Nous avons demandé aux députés ZANETTI, TERRIER, ECKERT, DUMONT, LETT, MARTY, et au Préfet MEDDAH de relayer nos inquiétudes au sommet de l'Etat et d'intervenir pour que la Défense soit épargnée dans les plans d'austérité en discussion. Nous avons également échangé longuement avec l'attaché parlementaire du Sénateur REINER, membre de la commission des affaires étrangères, de la Défense et des forces armées.

## Avenir de la défense : les personnels en danger ?

**En cette année charnière pour notre ministère, qui verra la sortie prochaine du nouveau livre blanc et le vote de la nouvelle loi de programmation militaire, il est de notre rôle de rencontrer les décideurs politiques pour partager notre vision de la Défense de demain et la place des personnels civils.**

Bien que l'Europe soit paix, les récents conflits comme le Mali montrent que nous devons disposer d'une Défense forte et crédible.

Si le budget global pourrait rester relativement stable, des arbitrages internes au ministère devront certainement être pris, notamment pour maintenir les programmes d'armement nos capacités opérationnelles à un certain niveau.

Le budget consacré au soutien ne permet plus de financer toutes les dépenses.

Des mutualisations pourraient donc encore s'opérer, des suppressions de régiments être annoncées, et la Lorraine et les régions limitrophes risquent d'être à nouveau fortement impactées.

Aujourd'hui, nombre de personnels civils sont désabusés, démotivés, ont perdu toute confiance dans leur administration. Trop d'entre eux sont des poly restructurés ou ont dû mettre entre parenthèses leur vie familiale et sociale face à cet avenir incertain.

Les RPS : Risques Psycho Sociaux, sont encore malheureusement plus évoqués dans les discussions que réellement pris en compte. C'est cela aussi que nous avons dit à nos

représentants politiques et émissaires du gouvernement.

Enfin, puisque des économies doivent être faites, nous avons aussi réaffirmé la place importante que doivent occuper les personnels civils, dans le soutien.

On peut également s'interroger sur les coûts des généraux 2<sup>e</sup> section, des contrats de réserve, des strates hiérarchiques pas toujours

lisibles.

Les parlementaires rencontrés ont voulu nous rassurer, tout en rappelant la situation économique inquiétante. Pour autant ils seront attentifs aux éventuels impacts régionaux et placeront la concertation au cœur de leur action. La députée ADAM, présidente de la commission

Défense a, depuis, écrit au président HOLLANDE pour lui demander de préserver la Défense dans les arbitrages futurs.

Sans attendre les annonces, notre syndicat a choisi de se préparer à toute éventualité en signant une convention avec maître Maetz, docteur en droit public, avocat au Barreau de Strasbourg, pour bénéficier si besoin de consultations juridiques, voire ester en justice.



**Sachons anticiper pour ne pas subir. Forts de cet adage, nous continuerons à agir à tous les niveaux du ministère, mais également auprès de tous les décideurs et responsables politiques, pour défendre vos droits et au-delà l'intérêt général. Dans ce cadre, la CFDT revendique toujours la tenue d'états généraux de la Défense qui permettra à tous les citoyens de comprendre et de s'approprier les enjeux de la Défense de demain.**

***Ne laissons pas la dette à nos enfants, ne les laissons pas sans défense non plus.***

Site Internet : [www.synlor-def-cfdt.fr](http://www.synlor-def-cfdt.fr)